

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Montmartre, Paris (2^e)

La reconnaissance des Bolchevistes par les puissances capitalistes

Depuis que les bolchevistes ont proclamé, en Russie, le « neuf », c'est-à-dire une entente ouverte avec le capital privé, ils se sont décidément assimilé les manières diplomatiques des Etats bourgeois. Ils ont remporté dans cette voie des succès énormes. Près de vingt Etats — grands et petits — ont reconnu le pouvoir soviétique ; parmi eux nous trouvons des « requins du capital international » tels que les gouvernements de France, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Italie. La question de la reconnaissance se pose aussi devant le gouvernement des Etats-Unis. Et il n'est pas douteux que, d'ici peu, le pouvoir bolcheviste sera reconnu par les gouvernements de tous les pays capitalistes, sans exception.

Les bolchevistes considèrent ces succès comme une victoire de la Révolution russe, devant laquelle commence enfin à se courber le capitalisme international, et les expliquent par la puissance du prolétariat russe et par la pression exercée par celui des pays capitalistes sur les gouvernements respectifs.

Or, ce n'est là qu'une grossière démagogie destinée à détourner l'attention des masses ouvrières de la situation véritable et qui table sur l'ignorance des travailleurs russes et étrangers.

L'histoire de l'humanité ne connaît pas d'exemple du capital sacrifiant ses intérêts au profit de ceux du travail. Toujours, au contraire, il a été l'ennemi irréconciliable des masses ouvrières, écrasant avec férocité toutes leurs révoltes. Et si, actuellement, il reconnaît le pouvoir bolcheviste, ce n'est nullement parce qu'il s'inclinerait devant la Révolution russe, mais parce que son intérêt de classe le pousse vers une coopération économique et politique avec ce pouvoir.

Un des premiers gouvernements qui aient reconnu les bolchevistes a été le gouvernement fasciste d'Italie. Or, là il ne peut être aucunement question d'une pression exercée par les masses ouvrières écrasées par la dictature et mises dans l'impossibilité de défendre leurs intérêts les plus vitaux. D'autres gouvernements capitalistes ayant reconnu le gouvernement bolcheviste ont de même agi dans le seul intérêt de leur classe. C'est seulement en Angleterre que le petit groupe communiste a essayé d'exercer une pression sur Mac Donald — non pas en vue de la reconnaissance (le gouvernement travailliste y est venu de lui-même), mais pour assurer au gouvernement soviétique un emprunt garanti. Partout, les bolchevistes sont reconnus sur l'initiative et dans l'intérêt des gouvernements capitalistes.

Quant à la puissance de la classe ouvrière, avec laquelle doit soi-disant compter le capital mondial et à laquelle il serait obligé de faire des concessions, il n'est un secret pour personne que les travailleurs sont actuellement en Russie plus désorganisés et plus opprimés que partout ailleurs. Car s'ils avaient cette puissance révolutionnaire capable de menacer le capital international, celui-ci leur aurait déclaré une guerre sans merci. C'est ce qui s'est produit aux premiers jours de la Révolution russe, lorsque les bases du capital croulaient et lorsque la bourgeoisie de tous les pays, tremblant de peur, organisait ses forces pour écraser cette révolution. Et si maintenant l'inverse se produit, si nous voyons des dizaines de gouvernements capitalistes tendre les mains au pouvoir soviétique, conclure avec lui des traités divers, commerciaux et politiques et prendre des concessions en Russie, c'est parce que la situation à l'intérieur de ce pays a changé du tout au tout.

Ayant pris, en 1917, le pouvoir, et ayant tout soumis à leur dictature, les bolchevistes se sont trouvés dans une situation contradictoire. A la place du système capitaliste détruit par la révolution, ils se sont mis à construire, à coups de décrets, un régime économique fondé sur l'Etat centralisé, régime qui, comme le régime déchu, placait les travailleurs dans la situation de producteurs dépourvus de tous droits. Le peuple révolutionnaire, qui avait lutté pour une liberté et une indépendance totales, n'a pas voulu reconnaître ce régime pour son œuvre à lui, et le système économique établi, n'étant soutenu ni par les capitalistes, ni par les ouvriers, est entré en décomposition,

menaçant l'existence même du gouvernement bolcheviste. Ce dernier devait soit bien renoncer à sa dictature et laisser la masse ouvrière s'occuper de l'œuvre sociale constructive, ou bien, en tuant dans la masse tout élément révolutionnaire créateur, chercher un appui auprès des Etats capitalistes.

Pour conserver leur dictature, les bolchevistes ont préféré la seconde solution et ont commencé, à partir de 1920, à nouer des liens avec les gouvernements capitalistes. La tâche n'était pas facile. Les capitalistes, conscients de leur force, ne se montraient nullement pressés. Ils étaient disposés à aider les bolchevistes, mais à condition que ceux-ci s'engagent dans la voie du capitalisme international et y adaptent les rapports économiques à l'intérieur de la Russie. Et les bolchevistes, tout en voulant continuer à paraître dans le rôle d'une avant-garde révolutionnaire, tout en lançant des mots d'ordre révolutionnaires, ont commencé à orienter la Russie dans cette voie. Une partie des entreprises industrielles a été retournée à leurs anciens propriétaires, et dans toutes les autres, privées ou nationalisées, le principe commercial, c'est-à-dire capitaliste, a été introduit. A la place du Comité d'usine, créé par la masse ouvrière en qualité d'organe autonome d'administration industrielle, on a vu un directeur disposant entièrement des destinées des ouvriers, comme au bon vieux temps. La terre, les forêts, les eaux, les divers moyens de reproduction et de distribution sont affermés à des capitalistes individuels ou associés, avec droit d'organiser l'exploitation capitaliste du travail. L'ancien bourgeois reparait à la faveur de l'assujettissement politique et économique des travailleurs.

De là la reconnaissance générale des bolchevistes par les puissances capitalistes. La série n'est pas encore close. L'Amérique, par exemple, exige que les bolchevistes soient absolument purifiés des péchés de la révolution d'octobre et aient rétabli en Russie la propriété privée capitaliste, en introduisant en même temps dans le gouvernement le principe de la majorité bourgeoise. Une fois entré dans la voie de conciliation avec la bourgeoisie, le gouvernement soviétique ne manquera probablement pas de souscrire à ces exigences.

Mais au prolétariat, ce gouvernement ne fait aucune concession. Une des preuves en est le silence absolu opposé à la campagne organisée par le prolétariat international contre l'emprisonnement des révolutionnaires en Russie. On sait qu'au début de cette année, les ouvriers révolutionnaires d'Europe et d'Amérique ont commencé à se préoccuper des poursuites des révolutionnaires en Russie — anarchistes, syndicalistes et socialistes. A Berlin, à Paris, à Londres, à New-York, à Philadelphie, à Buenos-Aires et dans d'autres grands centres, des meetings nombreux ont adopté des ordres du jour protestant contre ces persécutions, exigeant leur cessation et la mise en liberté des prisonniers. C'était une voix clamante dans le désert. Le pouvoir soviétique n'a pas bronché. Il s'est montré sourd à la voix des travailleurs, auxquels il aime cependant tant à demander appui.

Ce fait montre une fois de plus la véritable nature du pouvoir communiste. Ce n'est pas un pouvoir des ouvriers et des paysans (nom dont il s'affuble), mais celui d'un groupe intermédiaire, des intellectuels socialistes. Considérant que le capital privé a fait son temps, mais que les travailleurs ne sont pas préparés pour organiser eux-mêmes leur vie économique et sociale, ce groupe a voulu s'emparer de la vie économique des peuples et remplacer le capitalisme par le socialisme d'Etat. Vaincu dès les premiers pas de son travail constructif, il a reculé vers le capital privé, préférant partager avec lui le pouvoir sur les travailleurs que de perdre ce pouvoir au cours de ses expériences « socialistes ».

Ainsi mûrit et grandit le complot des castes dirigeantes contre la classe ouvrière. Les travailleurs doivent en tenir compte et en tirer toutes les conclusions utiles.

P. ARCHINOFF.

Berlin, 14 novembre 1924.

Amis lecteurs, abonnez-vous !

Le différend anglo-égyptien se complique

Nous avons donné hier l'esprit de la note qui devait être remise au gouvernement égyptien par le représentant de Londres. C'est le maréchal Allenby qui était chargé de cette mission, et c'est escorté par un régiment de cavalerie qu'il se rendit auprès de Zaghloul pacha.

Non seulement le gouvernement anglais exige une réponse dans les vingt-quatre heures, mais déclare que si l'Egypte ne répond pas favorablement à l'ultimatum qui lui est adressé, des sanctions immédiates seront prises.

Or, si le cabinet égyptien accepte de rechercher et de punir les auteurs du meurtre et consent à verser une indemnité de près de 50 millions de francs — un rien — il repousse catégoriquement les clauses politiques de la note britannique, qui n'ont qu'un but : asservir l'Egypte à l'Empire, et annuler l'accord de 1922 qui reconnaissait l'autonomie politique à ce pays.

Quelles vont donc être les sanctions ? Malgré les déments de certains journaux d'outre-Manche, il est avéré que des troupes sont parties à destination de l'Egypte et que la flotte de la Méditerranée est prête à entrer en action. L'Angleterre, qui joue en ce moment la vie de l'empereur, va-t-elle tenter de réprimer par la violence les révoltes de tous les peuples qu'elle tient sous sa souveraineté et qui réclament leur indépendance ? C'est tout l'avenir de la Grande-Bretagne que joue en ce moment le cabinet conservateur de M. Baldwin. A peine au pouvoir, le cabinet réactionnaire est aux prises avec des difficultés qu'il aura du mal à surmonter, car sa politique de conquêtes et de domination ne sera peut-être pas accueillie avec sympathie par la grosse masse des travailleurs d'outre-Manche.

Le peuple ouvrier de Grande-Bretagne a le devoir de se dresser face à la réaction qui s'exerce dans les colonies et suivre attentivement les hommes qui le dirigent et qui sont en train de l'entraîner dans une nouvelle boucherie.

POUR NE PAS SE RENCONTRER

Les Camelo's du Roy manifestent

On dirait qu'une comédie bien organisée nous a été jouée, en ce dimanche hivernal, par les troupes moscoulines de l'*Huma* et par le fascio à la manque de l'A. F.

Tandis que les premiers suivaient nonchalamment le catafalque de Jaurès, derrière le préfet de police, la cameloïte royale s'en allait au fond du XV^e arrondissement déferler devant la tombe de Peateau.

Les morts ont bon dos. On s'en sert pour ne pas se rencontrer, car le Panthéon est à un bout, et Vaugirard à l'autre bout. De plus, on peut parader sans crainte des flics, qu'on divise ainsi en deux ailes, si l'on peut dire, et qui ont d'ailleurs l'ordre de sourire ici au drapeau rouge, et là à la bannière fleurdelysée.

En somme, deux groupes de farceurs qui ont le sens du théâtre, mais qui cherchent surtout à obtenir le pouvoir par les moyens les plus prudents, les plus classiques, en bernant le peuple, en l'amusant, en lui faisant prendre la vessie royaliste pour une hampe à acrylène, et la dictature de Lénine pour le gouvernement du peuple.

LE FAIT DU JOUR

Politique de diversion

Jaurès est au Panthéon. Le pain est à 29 sous, en attendant mieux.

Ces deux propositions accouplées feront hurler les admirateurs du grand homme. Ne leur en déplaît, elles sont étroitement liées.

La bande Herriot a promis bien des choses matérielles : le désarmement, la vie à bon marché, des réformes sociales, etc..

Bien-être allait tomber sur le peuple sans qu'il eût à bouger le petit doigt.

Hélas ! la réalité est toute autre. L'ascension du coût de la vie se rit des politiciens ; la guerre est toujours menaçante, et les améliorations au sort des ouvriers sont des contes à la « Sœur Anne, ne vois-tu rien venir ? »

Le Bloc des Gauches est en complète faille. Toutes ses promesses sont laissées de côté.

Alors... eh bien, on a mis Jaurès au Panthéon, avec accompagnement de musique.

Comment, vous osez prétendre que le ministère Herriot est un ministère réactionnaire, alors qu'il met le grand tribun socialiste au Panthéon ?

Mais Herriot prête la main à Mussolini, à Primo de Rivera, pour暮ter leurs peuples.

Oui, ce sont des incidents. Herriot n'y est pour rien, c'est un homme d'avant-garde, de progrès ; il a fait mettre Jaurès au Panthéon.

La cérémonie d'hier est un grossier trompe-l'œil, imaginé pour masquer la politique de réaction du gouvernement des gôches.

Dans l'antique Rome, on donnait au peuple, pour l'apaiser, du pain et les jeux de cirque. Aujourd'hui, on lui laisse les spectacles, mais on lui enlève le pain. Il y a progress.

Jaurès au Panthéon

LA PROCESSION — LES INCIDENTS

Pour trouver un point de comparaison à la procession qui suivit le catafalque monumental de Jean Jaurès dans sa montée au Panthéon, il faudrait se reporter aux obsèques de cet autre imagier verbal du nom de Victor Hugo.

Devant le Palais-Bourbon, on a placé cet immense catafalque, haut de dix mètres. C'est un décor digne des Orientales. La base est un piédestal noir, couronné de roses multicolores. Tout cela se détache sur un velum tricolore qui, fixé sous le fronton, retombe sur les colonnes.

Deux torchères de sept mètres de haut et de trois mètres de diamètre sont posées la comme des caryatides. L'une est d'un rouge communiste, l'autre d'un rouge socialiste, un peu plus pâle.

De nombreuses couronnes sont jetées ça et là.

Comme toujours, une nuée de camelots sont venus, cette fois avec la cameloïte bon teint, allant de l'*Huma* à l'*Ere Nouvelle*, agrémentée de petites élégantes et de cartes postales où la barbe du tribun s'étaie, aussi ample qu'une de ses phrases.

A l'intérieur du temple, dans la salle Casimir-Périer, à sombre ironie, la messe est dite par Paul Painlevé, Camille Chautemps, Léon Blum, et tous les enfants de choeur et de sacristies du Bloc des gauches.

Au dehors, sous les bannières rouges, les groupes se forment, et l'on croitapercevoir le gros de l'armée léniniste, division de la rue Montmartre, qui doit, paraît-il, s'emparer du catafalque, couper le cortège, et emporter Herriot pour l'envoyer dans l'Ile des Félicités bolchevistes.

Oui, ils sont bien là, et, avec la musique, se tenant par la main, comme dans les farandoles méridionales, mais ils se contentent d'entonner une Internationale qui manque d'ardeur, dans une sorte de cacophonie où les voix de femmes dominent.

Ils expliquent ça, les beaux malins, par une périphrase qui aurait pu à Jaurès, ce compositeur hors de pair d'ordres du jour tortueux : « Afin, disent-ils, d'éviter la promission de des politiciens, nous nous rangeons à part... ». Qu'en termes prudents ces choses-là sont dites !

Et ils prennent la suite, gentiment, du cortège qui s'ébranle. Ce n'est plus que le kaleidoscope politique de la Chambre qui se développe, représenté ici par des électeurs inconscients et à peu près organisés.

Fanfares, Trompettes, Clairs, Horns, Fanfare. C'est le chant du départ pour le quartier latin. Mimi Pinson tire son mouchoir et la mineur de Carnoux, réquisitionné, tire le catafalque.

Sénateurs, députés, conseillers, C. G. T., étudiants d'un certain âge, c'est comme un bouquet de fleurs qu'on est admis à respirer au passage, souvent empêché par des dos et des gens de gros volume. Mais bast, on sait bien que c'est toujours comme ça, et la chanson du bal de l'Hôtel de Ville est une chanson éternelle.

Les gouvernements en connaissent le refrain, eux qui savent la psychologie des foules à qui ils donnent le cirque et les transports funéraires en guise de pain à bon marché, et à qui ils pourront plus facilement envoyer quelques pruneaux de mitrailleuses, quand ils auront laissé se déployer le drapé rouge.

Marche assez cadencée, ici et là, assez désordonnée, avec un murmure de hauts parleurs très ridicules à certains angles du boulevard Saint-Germain.

Les gardes à cheval et les agents écoutent l'Internationale sans bouger, car ils ont des ordres, et les quelques récalcitrants qui ne découvrent point et se font huer par la foule.

Mais voici le Panthéon, assez sobrement décoré, qui offre, au fond de la rue Soufflot, sa lourdeur architecturale et son inscription patriotique.

Rue Cujas, à côté de la Sorbonne, des communistes chantent un peu plus fort que les autres, mais ne cassent rien du tout.

Ils s'en vont, encadrés par des gardes qui se tiennent par la main et ont plutôt l'air de danser une farandole. Ils crient : « Amnistie » par moments, et comme un écho, on entend : « Amnistie, en Russie », ce qui n'a pas l'air de leur faire plaisir.

Dans l'église religieuse, sont entassés tous les ventres dorés de la République, tous les nantis du pouvoir, tous les décorés, tous les suiveurs à la solde des évolutionnistes et des équilibristes de la politique. Crânes chauves, bedaines épaisse, nez plongeants, belles barbes luisantes, c'est tout le jardin radical et radical-socialiste qui a réuni là ses plus belles fleurs, comme dans une exposition horticole, et qui attend l'arrosage savant du bon jardiner de la paix « promise » du pasteur Herriot, du consistoire de Lyon.

Son discours leur a présenté ce qu'ils sollicitaient, d'ailleurs, un Jaurès extrémiste, un Jaurès tricolore, embrassant la personne morale de la France, un Jaurès à la Gambetta, un Jaurès en suprémacie, qu'ils pouvaient manger en toute sécurité. Les drapeaux rouges, tombés le long des hampes, en avaient l'air tout atristisés !

Et l'on se sépare après discours entendus et refrain chanté, pour se retrouver à la prochaine récidive, à la Mi-Carême par exemple, ou aux obsèques de Cachin avec harangue de Léon Blum, qui sera devenu ministre de l'Intérieur et qui nous expliquera comment « les Soviets de France étaient devenus patriotes ! »

Pour Sacco et Vanzetti

Le Bureau International Antimilitariste écrivait déjà le 11 mars 1922 que, dans l'affaire Sacco et Vanzetti, la bourgeoisie qui avait du lâcher prise, lors d'une première démonstration mondiale en 1920, se mit par la suite à suivre une tactique nouvelle. C'est-à-dire qu'elle attendait que le Proletariat ait oublié nos deux camarades, pour renouveler contre eux leur tentative de morture.

TUÉ PAR SON LIEUTENANT

Une réhabilitation

Nous trouvons dans le *Caudry-Cambrésis*, journal bourgeois, ce récit qui mérite d'avoir sa place dans le « *Libertaire* », où tous les crimes militaristes doivent être stigmatisés sans pitié :

« Au moment où la Cour d'Appel de Douai va se prononcer sur cette pénible affaire, il nous a semblé intéressant de recueillir de la bouche des parents de l'infortuné soldat de nouveaux détails sur les circonstances de ce drame de la tranchée.

« Dans une modeste habitation de la rue de Boussières, à Bévilliers, nous sommes reçus par la maman de Santer, encore très alerte malgré ses 62 ans. Informée du but de notre visite, elle fait prévenir son mari, tisseur, qui ne tarde pas à arriver et se met à notre disposition.

— Comment avez-vous appris la mort de votre fils ?

— C'était en 1918, un soldat du 1er de ligne, originaire de Bévilliers et prisonnier des boches, avait obtenu étant en colonne à Iwuy, de venir embrasser ses parents. Escorté d'un caporal allemand il traversa le village, entouré de toute la population. Chacun lui posait des questions, lorsqu'en arrivant à ma hauteur, le prisonnier s'approcha de moi et me dit à l'oreille : « Ton gargon a été tué par son lieutenant D. ». Il ne me fut pas possible d'obtenir d'autres détails ce jour-là, mais cette nouvelle nous plongea dans le chagrin et depuis ce temps nous n'avons qu'un but, faire la lumière.

« M. Santer nous montre ensuite plusieurs photographies de son cher disparu, parmi lesquelles nous en remarquons une où il figure dans un groupe d'ouvriers de l'usine à gaz de Caudry, où il était occupé au travail !

« Sur un diplôme qui nous est présenté, on peut lire : Santer Augustin, tombé (sic) le 8 octobre 1914, aux combats de La Neuville !

On voit par cette attestation officielle que quelqu'un avait intérêt à cacher la vérité, car Santer n'est pas mort en combatant, mais tué par un officier français.

C'est aussi dans le but d'étonner cette affaire, que la croix de guerre avec étoile de bronze et la médaille militaire à titre posthume, ont été décernées à Augustin Santer. On serait curieux de connaître le texte des citations qui accompagnaient ces dédicaces, refusées d'ailleurs énergiquement par le père Santer, tant que la réhabilitation ne sera pas un fait accompli.

M. Santer veut bien encore nous donner les détails suivants :

— En 1921, la section de Caudry de la Ligue des Droits de l'Homme, ayant eu connaissance de ces faits en constitua un dossier, qui fut transmis au Comité central.

De notre côté, nous avons recherché le plus grand nombre possible de témoins. Parmi eux, je puis vous citer MM. Eloi Leblond, mineur, à Calonne-Ricouart ; Auguste Rulens, de Paris ; Jules Delavey, de Laventie ; Devillers, plombier à Lens ; Jules Delange, de Bertry ; Pillon, de Valenciennes ; Zéphir Dermingham, de Barlin ; Jules Muller, à Lille ; Oscar Baert, de Lille ; Charles Deneuveille, de Douvrin ; Vandemeersch, de La Madeleine.

Tous ont été témoins, ou peuvent donner des renseignements sur la scène horribles au cours de laquelle mon fils fut assassiné. »

En réalité, que s'est-il passé ? Il s'est passé que, pour une peccadille, il avait été assassiné par un officier.

Nous trouvons la preuve dans le détail de l'information ouverte à ce sujet :

« MM. Thermes, juge d'instruction et Dubart, commissaire aux délations judiciaires, viennent d'avoir, de la Cour d'appel de Douai, mission d'entendre certains témoins, la plupart d'anciens militaires, pouvant leur donner des précisions sur le cas du soldat Santer.

En octobre 1914, ce soldat, du recrutement de Cambrai, se trouvait avec son régiment dans la Marne, près de Cormicy, attendant un ordre d'attaque. Les soldats avaient reçu l'ordre de ne faire aucun bruit, afin de ne pas attirer l'attention de l'ennemi.

Malheureusement, le soldat Santer, pris de froid, battit du pied pour se réchauffer. Furieux du bruit ainsi causé, un adjudant l'admonesta et le conduisit devant le lieutenant D... et lui fit part du geste de Santer.

On ne sait exactement ce qui se passa entre l'officier et le soldat, mais brusquement le lieutenant D..., s'armant de son revolver, tira deux coups de feu sur son subalterne, qui s'abattit raide mort.

Le régiment marchant à l'attaque, les camarades de Santer, ainsi que les sous-officiers de la 12^e compagnie du 1^{er} R. I. n'avaient pas le temps, à ce moment, d'entretenir de cette mort anormale, ni d'ébruiter l'affaire, mais par la suite, ils s'en occupèrent et résolurent de tirer les faits au clair. Hélas, la plupart d'entre eux tombèrent au champ d'honneur, et le lieutenant D... lui-même, subit leur sort.

Cependant, voici quelque temps, la Ligue des droits de l'homme, saisie de cette histoire, fit une enquête, laquelle aboutit à une demande de réhabilitation près de la Cour d'appel de Douai, du soldat Santer.

L'information judiciaire menée à cet égard, démontre le bien fondé de cette demande, et un magistrat fut désigné pour instruire cette affaire. »

« Eh ! oui ! on va le réhabiliter, le malheureux, en compagnie d'autres victimes comme lui, avec les lenteurs habituelles.

Ce qu'on ne réhabilitera pas, c'est l'infamie de ces grades qui n'ont que du mépris pour la vie humaine, et qui, non contents d'amener leurs hommes à la bouchée, se font eux-mêmes bouchers et assassinent froidelement de leurs propres mains... »

L'irresponsable

Victor Bracco est un buveur invétéré. Et il a le vin très méchant.

Avant-hier soir, particulièrement ivre, il faisait la grande tournée des bistrots d'Arcueil.

Vers onze heures, il entre chez l'un d'eux, route de l'Hay.

Un camarade était là : André Pelletier, qui voulut lui faire un brin de morale.

Bracco se fache, et, devenu brute immonde, l'abat d'un coup de revolver.

On emmène l'un au poste, l'autre à l'hôpital, avec le poumon perforé.

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Les bagnes d'enfants

Une lamentable histoire

Certes, lorsque nous commençâmes cette campagne, nous avions sous les yeux des lettres nous révélant des faits inouïs ; nous attendions à ce que d'autres scandales nous fussent dévoilés et nous étions préparés à lire ou entendre des choses qui nous feraient sursauter d'indignation et tressailler de douleuruse colère, mais nous ne compptions pas recevoir la confidence d'une histoire pareille à celle qui nous fut contée ces jours derniers et qui nous allons divulguer ici.

Il fut donc en vertu d'une décision du tribunal pour enfants envoyé jusqu'à sa majorité dans la colonie d'éducation pénitentiaire du Val d'Yèvre, commune de St-Germain-du-Puy (Cher).

Il a dû subir le poids implacablement arbitraire du règlement, les brutalités des surveillantes et la contamination morale.

Puis au bout de quelques mois il fut placé chez un agriculteur de la commune de Brécy, où il devait travailler comme un mercenaire pour la rémunération de cent francs par an, le reste naturellement était partagé entre le directeur de la-dite colonie et le cultivateur.

Maltraité par son « maître », le gosse n'eut de cesse avant que de trouver le moyen de s'évader de l'enfer dans lequel il était plongé, et en mars 1918 il trouva enfin une occasion de s'enfuir et il revint par des moyens de fortune à Paris. Il alla rejoindre sa mère et son frère. La maman, affolée à l'idée des suites que pouvait avoir la fuite du son gars, lui conseilla de retourner au Val d'Yèvre, où il ne serait presque pas puni s'il se rendait de lui-même. Comme le petit Paul n'y mettait aucun empressement, elle alla avertir le commissaire qui fut cueilli le gain de la colonie où la malheureuse victime s'apprétait à partir en quête d'ouvrage.

Ramené à la colonie, il fut, cela va sans dire, puni avec la sévérité habituelle. Trente jours de cachot (avec du pain sec pour toute nourriture, sauf un « bouillon » tous les quatre jours), furent décernés au fuyard. Après quoi on le plaça chez un autre cultivateur, à Soulans. « Recommandé » chaudement à son nouveau patron, celui-ci en usait et en abusait sans aucun ménagement, tant et si bien que le gosse se plaignit à la colonie. Comme son corps était couvert de marques de coups, le directeur décida de le reprendre à la maison de correction pour y accompagner une nouvelle peine de cachot.

Le surveillant chargé de le ramener, Philippe Danois, houpilla le gosse ; celui-ci essaya de se révolter et de répliquer aux coups. Le gardien lui asséna un coup de poing sur la nuque qui atteignit le pauvre gosse si malencontreusement que dès son arrivée à la colonie on dut attendre l'aviso du médecin avant de le transporter au cachot. Le médecin conclut que ce n'était rien et qu'il n'avait pas à hésiter.

Deux jours après cette visite, Paul Testu mourut dans la cellule d'un transport au cœur.

On informa la mère de la mort de son fils, « mort survenue à la suite d'une courte maladie », écrivait-on, puis on classa l'affaire.

Cette mort se produisit tellement clandestinement que seul un homme avait eu connaissance des circonstances dans lesquelles elle eut lieu. Cet homme, un fonctionnaire que je ne puis nommer parce qu'il m'a révélé cette histoire avec promesse de garder son nom sous silence, était très bien placé pour la connaître, puisque employé au ministère des idées de rapine, de révolte engagée contre l'état inique d'inégalité sociale.

Alors, entre eux, les gosses de gueux échafaudent des projets qu'ils tiennent solennellement cachés à leurs parents puis, un beau jour ils essaient un coup.

C'est ce qui arrive au petit Paul Testu. Avec quelques autres mômes de Ménilmontant, il « combina » un vol dans un magasin d'épicerie. Il se fit prendre à la sortie, porteur d'une tablette de chocolat (on voit que son appétit n'était pas formidabil). Emmené au commissariat de la rue Rambouillet il reçut une correction de la part des flics qui, décidément, ne peuvent résister à leur désir de passer le monstre de tabac, même les enfants. L'épicier, lorsqu'il apprit que le petit Paul avait sonné tout ce qui passe normalement dans les maisons de correction ?

Allons ! hommes de cœur, entrepreneurs la croisade contre ces établissements infâmes, dénonçons au grand jour les crimes et les tortures que l'on y commet sur de pauvres gosses.

Louis LOREAL.

La civilisation en danger

Il y a un an, un journal de sport jetait ce cri d'alarme : « Avant vingt ans, l'humanité manquera de pétrole ! »

Hélas comme sur la terre tout s'épuise, il arrivera fatallement un jour où nous manquerons de tout ! Il se consomme en effet chaque jour d'énormes quantités de matières premières, de fer de houille, de bois, de pétrole, etc.

Les bois coupés peuvent se replanter, mais le minerai de fer, la houille, le pétrole s'épuiseront un jour à tout jamais.

Bah ! si dit le bourgeois qui nous gouverne et qui consomme énormément, les savants remplaceront cela par autre chose !

Ah ! oui, mais pour cela il faudrait que la science fasse de formidables progrès. Or, nos savants sont presque tous dans la misère, ils travaillent difficilement et ont d'autant plus de soucis que ceux des inventions, ils ont les soucis de leur existence quotidienne. D'ailleurs les inventions sont toujours accompagnées par les capitalistes qui les exploitent et qui cherchent à voler autant que possible l'inventeur !

Et aujourd'hui, plus que jamais, l'instruction est en dehors de la portée du peuple, seul le riche peut devenir un savant, et, comme il est paresseux et qu'il n'a pas besoin d'exercer cette profession pour vivre, nous n'aurons donc bientôt plus de savants du tout !

Voilà, camarades, où nous conduit ce régime de bandits, on trouve des milliards pour faire la guerre, on trouve des milliards pour faire des fêtes, pour éléver des statues à des pantins de la politique et on ne trouve pas un sou, pour nos savants ! et pour la civilisation en danger de mort !

Maurice BEAUDIMENT.

L'auto meurtrière

— Un taxi-auto conduit par le chauffeur Alexis Poisson, domicilié à Paris, a capoté route de Saint-Cyr à Versailles. Le chauffeur et son voyageur, M. Charles Sardine, imprimeur à Porchefontaine, ont été blessés à la tête.

J. GAUDEAUX.

“Paris-Soir” et les mineurs de Carmaux

Le *Libertaire* a signalé hier que les cent mineurs de Carmaux venus à Paris pour la cérémonie Jaurès, étaient logés aux frais de l'Etat et nous protestons contre les locaux qui leur étaient réservés dans les bâtiments de l'Institut de Chimie, alors que les rois et les ambassadeurs reçus par le Gouvernement descendaient à l'Hôtel de Crillon ou au Regina. Un autre journal du soir a, paraît-il, prétendu que les mineurs seraient logés dans des locaux froids et nus.

Paris-Soir qui est un journal sincèrement républicain — nous préférions ne pas en douter — publiait donc hier un démenti, dont nos lecteurs goûteront toute la saveur. Le voici :

Or, la bonne foi de notre frère semble avoir été surprise, car les locaux mis à la disposition des mineurs par l'Institut de Chimie appliquée est, au contraire, très bien chauffé à l'aide de radiateurs et pourvus de lits militaires, avec matelas et sacs de couchage. De plus, les mineurs disposent de plusieurs lavabos.

Hein, qu'en pensez-vous camarades ? Est-il généreux ce gouvernement du bloc des gauches qui met des lits militaires et des sacs de couchage à la disposition des ouvriers qu'il reçoit. Et n'est-il pas charmant de voir un organisme qui se réclame de « l'Égalité » publier de tels papiers.

Est-ce de cette façon que fut reçu Mac Donald. Nous aurions été heureux de voir Frossard ou Charles Lussy, anciens révolutionnaires, protester si l'on avait mis un sac de couchage à la disposition du Premier ministre travailliste.

Oui, mais un ministre travailliste ou communiste et un ouvrier ça fait deux, ce qui n'est pas bien pour l'un est parlant pour l'autre, et la seule différence qu'il y a entre *Paris-Soir* et la *Liberté* c'est le titre, la mentalité des rédacteurs est la même.

Dans les Théâtres

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

Les Ballets suédois

Je veux être impartial. Nul intérêt autre que celui de « ma » vérité est en jeu. Et le *Libertaire* est le seul journal où l'on puisse présenter les manifestations d'art, que cet art soit poétique, littéraire, pictural, musical, dramatique ou chorégraphique, sans voir son horizon d'expression obscurci par les brouillards d'un contrat de publicité.

Donc, voici comment les promoteurs des Ballets suédois ont annoncé leur spectacle : « Les Ballets suédois sont les seuls qui osent. »

« Les Ballets suédois sont les seuls qui soient vraiment confiés à l'académisme. »

« Les Ballets suédois ne cherchent pas à être anciens, ne cherchent pas à être modernes ; ils sont en dehors des absurdités que l'on nous montre sous prétexte d'Art théâtral ; ils vont propager la Révolution par un mouvement d'où les conventions sont chaque jour détruites pour être remplacées par l'invention. »

« VIVE LA VIE ! »

Voilà bien, n'est-ce pas, pour nous autres, libertaires, une alléchante profession de foi. J'ai donc été voir les Ballets suédois avec le réjouissant espoir de vous faire partager la délectation que je suppose leur être redéivable.

J'ai vu ; j'ai entendu... Quoi ? Je ne sais plus, ou plutôt je ne sais comment vous l'expliquer. J'ai vu d'effroyables peintures que l'on pouvait regarder du haut en bas, de bas en haut, de droite à gauche, avec une égale chance de compréhension ; j'ai vu des bêtes et des gens, je suppose du moins que ce sont des bêtes et des gens dont vous ne pouvez avoir idée et qui se trémoussent d'une façon bizarre. Voilà pour les décors et pour la danse. J'ai entendu... Mais pourquoi pensais-je à ce moment ?

J'ai vu, n'est-ce pas, que deux des ballets parmi les cinq présentés, le *Porcher* tiré d'un conte d'Anderson, et accompagné par de vieux airs suédois, et la *Jarre*, conte très enfantin de Pirandello, musique de M. Casella, sont d'une facture réellement supérieure, mais justement parce qu'ils réintègrent ce qui fait défaut dans les autres : le rythme.

Non, je n'ai aucun ressentiment, je veux même bien admettre que deux des ballets sont formidables. Et ce n'est pas le moindre intérêt du spectacle pour les « révolutionnaires » en smoking qui applaudissent de leurs mains flétries gantées... Suédois à ces drôlatiques sautillances, courses, bonds, qui sont à la danse ce que la cacophonie burlesque qui les accompagne est à la musique.

NOUVEL-AMBIGU

Le marquis de Villemér

Comédie en quatre actes, de George Sand.

Le même jour, trois nouveautés étaient présentées au public parisien : à l'Empire, Aristide Bruant, cabaretier rétiré des affaires après fortune faite dans les « poissés », les filles et les « petits joyeux » ; au Vaudeville, cette bonne vicelle *Dame aux Camélias*, avec Ida Rubinstein, et à l'Ambigu, le *Marquis de Villemér*. J'ai opté pour ce dernier, et ne m'en suis pas repenti.

Certes, la pièce est de son temps, et les mœurs d'aujourd'hui cadrent mal avec celles de l'époque où vivait George Sand. Demanderez à M. de Castellane ce qu'il pense des scrupules et des idées du marquis de Villemér ! A vrai dire, ce n'est pas une pièce à thème et d'une psychologie

A travers le Monde

ANGLETERRE

IMPERIALISME OUVRIER

Le Comité exécutif de la Fédération des marins britanniques a adopté hier une résolution protestant contre le projet d'employer des marins et stewards allemands à bord des vaisseaux britanniques à un moment où tant de gens de mer, en Grande-Bretagne, sont contraints au chômage.

La Fédération demandera au premier ministre et au président du Board of Trade de recevoir une députation à ce sujet.

N'est-elle pas regrettable et ridicule cette attitude des inscrits maritimes anglais et n'est-ce pas la faute des politiciens du Trade-Unionisme, si une telle mentalité se manifeste dans les rangs des gens de mer. Ne peut-on faire comprendre enfin dans les organisations ouvrières que tous les travailleurs sont frères et qu'ils n'ont pas de patrie. Le marin allemand n'est pas un danger pour son frère anglais, s'il travaille au même tarif et respecte les décisions syndicales.

A quoi rime alors ce nationalisme qui divise les travailleurs du monde. Ne serait-il pas plus sage de nous unir étroitement pour opposer notre force à celle du capitalisme international.

EGYPTE

ZAGHLLOU PACHA DEMISSIONNE-T-IL ?

Une grande consternation règne parmi la population égyptienne. Dans les milieux politiques, l'opinion est divisée au sujet du maintien au pouvoir de Zaghlou pacha. Certains estiment que le gouvernement égyptien devrait repousser l'ultimatum puis démissionner. D'autres au contraire, demandent que Zaghlou Pacha persiste dans son refus d'accepter les exigences de la Grande Bretagne et reste au pouvoir afin de laisser la Grande Bretagne seule responsable des événements qui vont suivre.

LA SITUATION A ALEXANDRIE ET AU CAIRE

A la suite des manifestations antibritanniques qui se sont produites hier à Alexandrie, toute la garnison britannique de cette ville a défilé ce matin dans les rues. Cet après-midi, de fortes patrouilles circulent, prêtes à réprimer toute manifestation pro-égyptienne.

Au Caire un calme relatif règne, mais la police montée égyptienne craignant des démonstrations anglophobes de la part des étudiants des universités — qui se sont mis en grève hier — circule dans la ville afin d'éviter tout incident entre les Egyptiens et les membres de la colonie britannique du Caire.

Si c'est de cette façon que le Gouvernement de Londres espère apaiser les esprits, il se trompe et ne peut que provoquer de nouveaux incidents.

ENVOI DE RENFORTS

Londres, 25 novembre. — Un télégramme de Gibraltar annonce que le premier bataillon britannique des « Buffs » a reçu l'ordre de partir pour l'Egypte samedi prochain.

ALLEMAGNE

L'AUGMENTATION DU TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES

Le gouvernement du Reich a décidé de mettre en vigueur, avec effet à partir du 16 novembre, — et non du premier décembre, — comme cela avait été initialement convenu, l'augmentation du traitement de base des fonctionnaires d'Etat, ainsi que des allocations sociales.

D'autre part la nouvelle Société des Chemins de fer du Reich a adopté l'échelle établie par le gouvernement allemand pour la fixation des salaires de ses employés. Quant aux salaires des ouvriers des chemins de fer, ils seront augmentés de 6 p. 100, avec application à partir du 16 novembre également.

AUTRICHE

LE CHOMAGE ET L'EMIGRATION

En conséquence de l'occupation du bassin de la Ruhr, de nombreuses usines allemandes avaient transporté leur siège en Autriche et par suite de l'évacuation, ces

usines commencent à retourner dans leur pays. Des usines tchèques quittent également l'Autriche.

Le nombre de ces entreprises s'élève à 80, la plupart sont des usines métallurgiques ou textiles et de nombreux ouvriers autrichiens employés dans ces entreprises vont s'établir en Allemagne.

La crise du chômage étant très sérieuse en Autriche, on espère de ce fait une amélioration dans la situation.

N'est-il pas terrible de songer que des hommes soient obligés de partir ainsi à l'aventure en laissant souvent femme et enfants, pour arriver à gagner de quoi vivre.

Belle attitude, que celle dirigée par notre bourgeoisie internationale ; Si le prolétariat avait seulement conscience de sa force, il serait bientôt le maître de la production et l'équilibre social serait bien vite établi.

ESPAGNE

PENDANT QU'ON EXPULSE DE FRANCE LES REVOLUTIONNAIRES D'ESPAGNE

Les souverains espagnols ont offert, en l'honneur de l'ambassadeur de France et de la vicomtesse de Fontenay, un déjeuner auquel étaient invités, outre la reine douairière, l'amiral Magaz, président du directoire par intérim, M. Corbin, conseiller d'ambassade, le commandant de Cuverville, attaché militaire.

Et toute cette racaille franco-espagnole a sans doute bu à l'assassinat des révolutionnaires.

ITALIE

MUSSOLINI FAIT BARRE A GAUCHE

Mussolini ne pastronne plus. Le dictateur sent le pouvoir se dérober, et il en est aujourd'hui à la période des promesses. Comme il ne tient nullement à abandonner le pouvoir, il fait des concessions et, devant l'opposition de MM. Giolitti et Orlando, anciens présidents du Conseil, qui maintiennent leurs positions d'hostilité, le « Duce » se défend comme il peut.

Le cours du débat sur la politique intérieure, Mussolini a déclaré qu'il poursuivrait le retour graduel à la légalité et qu'il réprimera les excès fascistes.

Faisant allusion aux incidents survenus le 4 novembre dernier, il ajouta : « Les combattants, laissant leur uniforme, redévoient de simples citoyens, ayant le droit de choisir un parti. LE PAYS EST DETACHE DU FASCISME. Marchons donc vers une constitution normale ».

À la suite de ces déclarations, la Chambre accorda sa confiance au dictateur par 337 voix contre 17 et 18 abstentions. Il faut dire que 130 députés de l'opposition continuaient à ne pas vouloir siéger.

Mussolini devient doux comme un mouton, c'est que le règne des chemises noires n'est plus qu'à un fil. L'aventurier italien aura passé et sa mort politique ne laissera aucun regret.

MUSSOLINI ET L'AMOUR

Le pays est détaché du fascisme parce qu'en politique il arrive ce qui arrive en amour : « Après le mauvais temps, le soleil brille à nouveau ! »

Cette pensée n'est pas de Machiavel, ni de Stendhal, ni du vieux Bourget, elle est du Borgia romain, de Mussolini en personne.

RUSSIE

LES NOUVEAUX FONCTIONNAIRES A PARIS

On mandate de Moscou, que M. Voline, rédacteur de la « Rabochaya Moskva » a été nommé premier secrétaire d'ambassade à Paris et M. Vro Arrossef, un écrivain connu, chef du bureau de la presse.

Le personnel de l'ambassade partira pour Paris prochainement.

Nous connaissons un autre Voline, mais un révolutionnaire, celui-là, qui n'est pas un officiel des Soviets, mais qui est chassé de Russie parce qu'il fit la Révolution et ne voulut pas soutenir la nouvelle bourgeoisie. Un de plus pour qui les portes de l'ambassade largement ouverte à la finance et à l'industrie, resteront toujours closes.

Car les travailleurs se rendront bientôt compte de quelle façon on les regrera à l'ambassade « ouvrière et paysanne »

En peu de lignes...

Une avalanche de fruits

Emile Thierry, 44 ans, porteur aux Halles demeurant 94, rue de la Villette essayait de s'emparer d'un sac de pommes de terre en tirant il fit s'écrouler une pile de « cageots » qui l'ensevelirent à moitié.

Enlèvement d'une fillette

En 1915, Mme Leona Pangreaux déclarée indigne de garder sa fillette se la vit enlever et celle-ci fut confiée au ménage Le Chaudet, habitant Boulogne-sur-Seine. Or, ces jours derniers, en face du Palais de Justice, deux inconnus ont enlevé l'enfant à sa tutrice. Quel est ce mystère ?

Un grand criminel

Désiré Friant, 39 ans, manœuvre, demeurant 18 Boulevard de la Villette à Pantin, a été arrêté alors qu'il prenait une paire de chaussures à l'étagage de M. Izie Joncour, 15, avenue Sécretan.

Le pauvre bougre en avait sans doute un besoin pressant. Mais on n'arrête pas les grands voleurs de la finance qui, eux, n'ont d'excuses que leur rapacité.

Une rafle

Une rafle a été opérée, l'autre nuit, dans le quartier du Pont-de-Flandre. Plusieurs arrestations ont été opérées.

Un gendarme mal reçu

Quatre Polonais en train de cambrioler une villa à Survilliers, surpris par les gendarmes, les ont accueillis à coups de feu. Un gendarme a été grièvement blessé et les Polonais se sont échappés.

Le brûillard interrompt la navigation sur les côtes de l'Océan

Lorient, 23 novembre. — La navigation est suspendue en raison d'un brouillard épais qui recouvre l'Océan. Les vapeurs faisant le service entre Groix, Port-Louis et Lorient, n'ont pu opérer leur traversée quotidienne. Sur rade, les navires sont immobilisés.

Deux usines incendiées

Bordeaux, 23 novembre. — Ce matin, vers 4 heures, un incendie s'est déclaré dans l'importante fabrique d'objets de voyage Pichard, rue de Béziers. La fabrique a été détruite ; il y a plus d'un demi million de dégâts.

Le feu s'est communiqué à l'atelier de bonneterie de M. de Naurois et à divers logements et a causé 100.000 francs de dégâts supplémentaires.

Amiens, 23 novembre. — Un incendie a détruit la fabrique de lattes Charpenier, à Gamaches et une maison d'habitation. Les dégâts se montent à 300.000 francs.

Condamnation d'escrocs des sinistres

Amiens, 23 novembre. — Henri Bonnin, brocanteur à Péronne, et Fourquet-Raymond, agent d'affaires à Paris, rue Crillon-VII, se livraient au trafic des dommages de guerre et des bons de cessation. Ils avaient fait livrer à un marchand de métaux de Reims pour 175.000 francs de matériaux provenant des prestations en nature et commis de nombreuses escroqueries au préjudice des sinistres de Péronne.

Le tribunal correctionnel a condamné Fouquet à un an de prison et Bonnin à trois mois et tous deux à 3.000 francs d'amende.

Parricide ?

Annecy, 23 novembre. — Un cultivateur père de 12 enfants, M. Perillat, 58 ans, au hameau de Bouchet, commune de Grand-Bernard, a été trouvé mort la tête défoncée au bord d'un chemin. On soupçonne son fils Edouard, 18 ans, d'être l'auteur du crime.

Il allait se suicider : il meurt

Lyon, 23 novembre. — Joseph Frassez, 71 ans, célibataire, demeurant 54, rue Crillon, allait se noyer dans le Rhône. Mais à peine arrivé, quai de la Mutualité, il fut saisi par le froid et tomba mort, frappé de congestion.

Escroc pincé

Lyon, 23 novembre. — On a arrêté, sous l'inculpation d'escroqueries, Jean Bergeron, 35 ans, soi-disant courièr en légumes, qui, sous des noms usurpés, prenait frauduleusement livraison de bateaux de fruits ou de pommes de terre, expédiés à des négociants lyonnais, et les revendait à son profit.

35 élèves intoxiqués au lycée de Montpellier

Montpellier, 23 novembre. — Au Grand Lycée de Montpellier, 35 élèves des classes supérieures ont subi un commencement d'intoxication.

— Eh bien, ton secret sera ta planche de salut, reprit Petit-Claud repoussé dans sa première et loyale intention d'éviter un procès par une transaction, je ne veux pas le savoir ; mais écoute-moi bien : tâche de travailler dans les entrailles de la terre que personne ne te voie et ne puisse soupçonner tes moyens d'exécution, car ta planche te serait volée sous tes pieds... Un inventeur cache souvent un jobard sous sa peau ! Vous pensez trop à vos secrets pour pouvoir penser à tout. On finira par se douter de l'objet de tes recherches, tu es environné de fabricants ! Autant de fabricants, autant d'ennemis ! Je te vois comme le castor au milieu des chasseurs, ne leur donne pas ta peau...

— Merci, mon cher camarade, je me suis dit tout cela, s'écria Séchard ; mais je te suis obligé de me montrer tant de prudence et de sollicitude... Il ne s'agit pas de moi dans cette entreprise. A moi, douze cents francs de rentes me suffiraient, et mon père doit m'en laisser au moins trois fois autant quelque jour... Je vis par l'amour et par ma pensée... Une vie célest... Il s'agit de Lucien et de ma femme, c'est pour eux que je travaille...

— Allons, signe-moi ce pouvoir, et ne t'occupes plus que de ta découverte. Le jour où il faudra te cacher à cause de la contrainte par corps, je te préviendrai la veille ; car il faut tout prévoir. Et laisse-moi dire de ne pas laisser pénétrer chez toi personne de qui tu ne sois sûr comme de toi-même.

— Cérezet n'a pas voulu continuer le bail de l'exploitation de mon imprimerie, et de là sont venus nos petits chagrins d'argent. Il ne reste donc plus chez moi que Marion, Koib, un Alsacien qui est comme un caniche pour moi, ma femme et ma belle-mère...

— Je tiens mon secret ! répondit David avec la naïveté du savant.

toxication que l'on croit dû à une absorption de purée de pois et de viande préparées dans des conditions défectueuses. Des soins énergiques ont été aussitôt prodigués aux jeunes malades dont l'état n'inspire aucune inquiétude.

Mort de froid

Pau, 23 novembre. — M. Jean Hengas, 73 ans, habitant seul dans sa propriété de Jurancou a été trouvé râlant de froid sur son lit. Malgré tous les soins le malheureux a succombé peu après.

La mort n'en voulait pas

Coutances, 23 novembre. — M. Hilaire, 25 ans, venu de Lamballe (Côtes-du-Nord), s'est jeté par la portière, entre les gares d'Orval et Coutances, après s'être taillé profondément le bras gauche avec son coude.

Disparition d'un chef de gare

Lyon, 23 novembre. — M. Laponte, 48 ans, chef de gare de Amplepuis (Rhône), a disparu subitement depuis quelques jours.

Locomotive renversée

Cahors, 23 Novembre. — Par suite du mauvais état de la voie, un train de voyageur partant de Cahors a déraillé à Mermes. La machine a culbuté. Il n'y a heureusement pas d'accident de personne.

Les voies sont obstruées

— Un guimpère, Mme Emilia Zahetti, à Lyon, se tue d'un coup de revolver. Chagrin intimes.

— L'immeuble de M. Gaudérique Bousquet, à Mossel (Pyrénées-Orientales), est détruit par un incendie.

— A Monastères-sous-Rodez (Aveyron), le feu a détruit une maison habité par M. Loupiac, plâtrier. Dégâts importants.

DEPARTEMENTS

— Un guimpère, Mme Emilia Zahetti, à Lyon, se tue d'un coup de revolver. Chagrin intimes.

— L'immeuble de M. Gaudérique Bousquet, à Mossel (Pyrénées-Orientales), est détruit par un incendie.

— A Monastères-sous-Rodez (Aveyron), le feu a détruit une maison habité par M. Loupiac, plâtrier. Dégâts importants.

LEURS DIVIDENDES

— Des ouvriers détachaient un bloc énorme à la carrière de Guernanie lorsque la masse de schiste roula d'une hauteur de plusieurs mètres. L'ouvrier Henri Rassin, 37 ans, père de 7 enfants ne put éviter la terrible avalanche qui lui broya le corps.

— En amenant de Laroch-Mignennes à Dijon un train de marchandises, M. Louis Jovignon, 34 ans, mécanicien au dépôt de Dijon, se penchait pour voir les signaux dans le brouillard intense, ent le crâne fracassé contre un poteau. La

L'Action et la Pensée des Travailleurs

POUR L'AUTONOMIE

Contre le parlementarisme syndical

Le syndicalisme subit en ce moment une crise, profonde, indiscutable.

D'aucuns peuvent le regretter, surtout ceux qui trouvaient que tout était pour le mieux dans le meilleur des syndicalismes. Mais le regretter n'est pas suffisant. Il vaut mieux, en analyser les causes, voir si cette crise n'était pas inévitable, si elle n'est pas l'aboutissant logique des méthodes d'organisation usitées depuis un certain temps, en un mot si elle n'est pas la phase nécessaire à un changement de route.

Quand on analyse la constitution des deux C.G.T., (la deuxième étant calquée sur la première), une constatation nous frappe avec évidence : c'est que leur organisation est une copie, en plus mal, du régime parlementaire, prétendu démocratique.

Un bureau confédéral impulsé par une commission administrative, laquelle suit (ou devrait suivre) les décisions d'une sorte de caricature de parlement, le Comité confédéral national, formé presque exclusivement de permanents rétribués, permanents des Unions départementales ou des Fédérations.

Ceux-ci ne sont même pas des élus directs des syndiqués, ils ont été nommés par des congrès départementaux de délégués de chaque syndicat, voire même par une simple commission, ou par leur fédération.

Quel fonctionnement tenant à la fois du bureaucratisme et du parlementarisme à suffrage restreint, au cinquième ou au sixième !

En fait et en pratique, le syndiqué n'est plus rien dans cette machinerie compliquée des organismes centraux. Plus des trois quarts des syndiqués français sont dans l'incapacité de dire comment fonctionne la C.G.T. à laquelle ils appartiennent.

On leur demande leur argent, leurs cotisations, un point c'est tout. Les fonctionnaires pensent et agissent (?) pour eux.

Plus que la scission encore, ce centralisme outrancier a nui au syndicalisme. Les esprits libres n'y peuvent se faire entendre. L'esprit d'initiative, qui manque tant à la classe ouvrière, et que le syndicalisme aurait dû avoir pour mission de développer, y est complètement étouffé.

On s'étonne du désintéressement des travailleurs pour leur organisation de classe ? Comment peut-il en être autrement quand le syndicat n'est plus rien qu'une machine à collier et à voter.

Toute la vie active du syndicalisme n'est qu'une suite de combinaisons électoralistes. On utilise les pires procédés, les plus dégoutantes manœuvres, pour arriver à constituer des majorités plus ou moins fictives dans les congrès.

Qu'importe l'action directe des ouvriers, le succès des grèves, l'organisation de tactiques de lutte, de boycottage, etc... l'éducation par causeries, cours techniques, bibliothèques, etc.

Il y a vingt ans, on causait dans les syndicats, de l'organisation future du travail, après la révolution, par les syndicats. Aujourd'hui, où donc s'intéresse-t-on à ce sujet ?

En se centralisant, en s'imprégnant les méthodes politiciennes, le syndicalisme a perdu peu à peu de son idéal, de sa force.

La constitution d'une troisième C.G.T. ne résoudrait pas ce grand problème. Il faut décentraliser le syndicalisme, ne garder qu'un organisme central réduit, simple agent de liaison et de renseignements, ne jouant plus le rôle d'un gouvernement au petit pied.

Autonomie des syndicats, oui, mais pas une autonomie de circonstance, à laquelle on se rallie par impossibilité de reconquérir les C.G.T.

Puisque le mouvement autonomiste est lancé, qu'il aille jusqu'au fond de sa besogne de rénovation, qu'il redonne aux syndicats et aux unions locales l'esprit d'indépendance et d'initiative, indispensable à une renaissance du syndicalisme.

G. B.

A Amiens

LES PROCEDES SCISSISSIONNISTES DES COMMUNISTES DE LA FEDERATION UNITAIRE DU TEXTILE. ECHEC COMPLET.

Depuis la constitution de la C.G.T.U., le syndicat des tisseurs et filiers d'Amiens, qui était minoritaire dans l'ancienne C.G.T., s'était déclaré autonome, ne voulant avoir rien de commun avec Jouhaux et sa suite, et ne voulant pas non plus devenir un instrument entre les mains des politiciens bolcheviks.

L'unité dans la corporation fut maintenue. Ce syndicat fut le plus actif pour la question des salaires, celle des huit heures, etc..

Nous qu'à Amiens, à la scission, tous les syndicats autonomes, unitaires et confédérés continuèrent à former une Union locale, la Bourse du travail, et prirent la résolution que tout syndicat, quelle que soit sa tendance, qui se formerait dans une corporation où existait déjà un syndicat, ne serait pas admis à la Bourse du travail, et serait considéré presque comme jaune.

Le secrétaire de la Bourse, ayant lui-même formé un syndicat confédéré contre son propre syndicat qui était alors unitaire et est devenu autonome par la suite, fut « démissionné » de son poste à la Bourse et remplacé par le secrétaire du syndicat automobile des tisseurs.

Ce fut, plus tard, la Bourse du travail d'Amiens qui tenta le rapprochement des deux U. D. de la Somme et des syndicats autonomes et constituer un Comité mixte, dont on a tant parlé l'année dernière.

Cela pouvait-il aller ainsi, au gré de Messieurs les agenouillés de la religion bolchevique. Non.

Profitant d'un moment propice (absence du secrétaire des tisseurs), la Fédération unitaire du textile s'adossa une femme,

syndiquée depuis quelques mois, ne connaissant absolument rien aux diverses tendances du syndicalisme. On la fit venir à Paris, on lui paya son voyage et ses frais et on la munit de cartes et timbres.

Et alors, jugez de la façon de procéder des unitaires. Cette femme était collecteuse du syndicat. On ne fit aucune réunion. Aucune convocation ne fut envoyée. Lucie Collard vint, comme une cambrioleuse, voir quelques syndiqués. Elle n'en vit que 4 ou 5, les autres refusèrent de se déranger pour cette besogne de scission lâche et occulte.

La collecteuse changea les cartes des syndiqués contre des cartes unitaires. Tout cela fut fait par surprise, accompagné de rumeurs et de calomnies.

Aucun syndicat unitaire des tisseurs n'existe. Et on placait quand même des cartes.

Avertisse, la Commission du syndicat exultait la collecteuse puis en appela à l'Assemblée générale qui eut lieu avant-hier samedi.

Maria Démelin, la collecteuse, convoquée, essaya de s'expliquer. On lui demanda à qui elle versait les cotisations perçues. Elle ne put ou ne voulut répondre. De telle sorte que les tisseurs eurent la conviction qu'on lui avait donné, à la Fédération unitaire, des cartes et timbres qu'elle tenta de placer, mais comme il n'y a pas de syndicat, peut-être lui laisse-t-on les cotisations pour prix de son ignoble besogne.

Quel joli travail fait là la Fédération des Jacob, Richey, Foulon, Herقل, etc... Essayer de crouler un syndicat sans même essayer d'en monter un autre. S'ils ne sont pas payés par les patrons, ils ne sont pas malins, car ils mériteraient de l'être.

Mais ils sont tombés sur un béc. Les syndiqués ont rapporté leurs cartes unitaires. A part 6 ou 7, le secrétaire du syndicat autonome des tisseurs tient le restant du stock à sa disposition.

L'Assemblée générale a voté l'ordre du jour suivant :

« Le Syndicat autonome des tisseurs et filiers d'Amiens, réuni en assemblée générale le 22 novembre 1924, après avoir dévoilé les agissements de la C.G.T.U., par l'intermédiaire de Maria Démelin, voulut au mépris de la classe ouvrière de tels accords qui ont pour but la désorganisation du syndicat, seule arme de combat des travailleurs contre un patronat rapace. »

Cela fut voté à l'unanimité.

D'autre part, la semaine dernière, le Comité général de la Bourse du travail d'Amiens, à l'unanimité des syndicats amis, unitaires compris, a adopté un ordre du jour similaire, qui fut envoyé à la Fédération unitaire du textile, laquelle n'en a pas soufflé mot, et pour cause.

Inutile de commenter cet exposé ; que partout les diviseurs intéressés ramassent de parcellles bûches et ils se tiendront tranquilles.

Dans le Livre Unitaire

Les types et lignes unitaires s'intéressent à leur organisation, ils viennent de le prouver par l'empressement qu'ils ont à voter pour le renouvellement de leur comité syndical.

Plus de 600 camarades ont pris part au vote.

Ont obtenu : Salagé, 474 voix; Charbonnel, 437; Digne, 410; Gardeblé, 375; Dupuis, 397; David, 392; Coste, 381; Charroin, 359; Gérard, 358; Gauton, 356; Guérin, 352; Bellico, 348; Mlle Potemak, 355; Le Marrec, 327; Dufour, 323.

Viennent ensuite : Ollichet, 322; Demarache, 316; Roisselet, 316; Marchand, 313; Villain, 247; Piard, 223; Marret, 217.

Commission de contrôle.

Sont élus :

J. Roy, 448; Linck, 435; Maillot, 424, vient ensuite Steuri, 277.

Les membres du comité sortant et ceux du nouveau conseil sont priés d'assister à la réunion de mercredi prochain 26, où seront attribuées les fonctions aux camarades élus.

Le secrétaire : SALAGE.

DANS L'ENSEIGNEMENT

A propos des traitements des instituteurs

Une motion du Syndicat de Maine-et-Loire

Le Syndicat de l'Enseignement de Maine-et-Loire, ayant examiné la question de relèvement des traitements.

S'élève contre l'intention non déguisée du gouvernement, qui avait promis la base de 6.000 francs, de revenir sur cette décision en voulant faire aux instituteurs, sous le prétexte qu'ils sont logés, une situation diminuée relativement aux autres fonctionnaires de même culture ;

Le Syndicat fait remarquer entre autres que dans le cas des ménages d'instituteurs les deux traitements se trouveraient réduits, alors qu'il n'est prévu qu'un seul logement ou une seule indemnité représentative par ménage et que la retraite, calculée sur le seul traitement de l'Etat, serait diminuée pour tous du fait du logement en nature ;

Et il s'arrête à la solution suivante pour mettre les instituteurs sur le pied d'égalité entre eux et avec les autres fonctionnaires.

Le traitement des instituteurs et institutrices est le même que celui des fonctionnaires de la même catégorie. Pas de réduction du fait du logement. L'instituteur paie son loyer à la commune là où il y a un local convenable attenant à l'école. Le prix de location est fixé par une commission paritaire départementale qui statuera également en cas de conflit sur la convenance du logement. En aucun cas, la municipalité ne peut introduire des personnes étrangères à l'école dans les locaux inoccupés qui serviraient d'annexe aux salles de classe.

Le syndicat estime, en outre, que le crédit accordé à l'enseignement primaire doit être employé pour une augmentation uniforme dans toutes les classes et la réduction du nombre des classes et du stage dans chaque classe, acheminement vers le traitement unique.

Enfin le réclame comme une nécessité de l'heure les 1.800 francs pour 1924, cette indemnité ayant été reconnue indispensable par les parlementaires de gauche devant leur victoire électorale du 11 mai.

Alors les Coiffeurs communistes de France, et les autres aussi, ayez le courage d'aller en Russie, voir de vos propres yeux, toucher de vos propres mains la réalité, sans passer par l'intermédiaire de Rakovsky de faire bombarde à l'hôtel Meurice à Paris avec les pires réactionnaires de France.

Mais restons en là, en rappelant cependant que c'est pour avoir fait ces constatations que des ouvriers russes sont emprisonnés, déportés, torturés, assassinés, au nom d'une Révolution...

Alors les Coiffeurs communistes de France, et les autres aussi, ayez le courage d'aller en Russie, voir de vos propres yeux, toucher de vos propres mains la réalité, sans passer par l'intermédiaire de Rakovsky de faire bombarde à l'hôtel Meurice à Paris avec les pires réactionnaires de France.

Le Phalange Artistique présente le samedi 20 novembre, à 20 h. 30 précises, au théâtre René Maubel, 4, rue de l'Orient (68, rue Lepic), métro Blanche, un spectacle de Molière : Mariage Forcé, comédie en un acte, et Georges Dandin, comédie en trois actes.

Fédération des Locataires de la Seine. — Locataires de la Seine, — Commission exécutive, à 20 h. 30, au siège, 158, rue Lafayette.

— Locataires du 11^e Arrondissement. — Commission des Enfants, au siège, à 20 h. 30.

— Locataires des 19^e et 20^e Arrondissements. — Renseignements juridiques de 20 h. 30 à 21 heures 30, salle Camille, 236, rue de Belleville.

Gaufreries Populaires de Lyon. — Commencement d'un cours d'Espresso, le dimanche 23 courant, de 9 à 11 heures, au siège, 17, rue Marignan.

Les coiffeurs en Russie

L'espérance qu'avait fait naître, dans la classe ouvrière mondiale, la Révolution bolchevique de novembre 1917, s'est éteinte un peu chaque jour à la lumière des faits ; ce ne sont pas les discours nébuleux, la phraséologie creuse des communistes français qui feront revivre parmi les foules l'enthousiasme de la période 1917-1920.

Jusqu'à ce jour — chez les coiffeurs du moins — nous nous étions abstenus de prendre position sur l'évolution de la Révolution russe, mais puisque aujourd'hui, c'est au nom de cette Révolution qu'on nous insulte, qu'on nous frappe et que l'on tente de nous assassiner, force nous est donc de sortir de notre réserve et de voir ce qu'a valu à la classe ouvrière russe cette Révolution.

Pour les malheureux communistes français il n'y a aucun doute, nous sommes des petits bourgeois, des contre-révolutionnaires, des anarchos syndicalistes, des démolisseurs de syndicats, cela n'empêche que nous avons versé des milliers de francs, que les timbres de solidarité pour cette Révolution recouvrent nos cartes confédérales. Faut-il aussi rappeler à ces aveugles que des plus petites réunions aux plus grandes, par une activité incessante, après notre journée de travail, nous avons dépassé cette Révolution, dont vivent aujourd'hui — du moins en France — ceux qui hient la combattant.

Nous nous serions tenus dans notre prudente réserve sur la régression de cette Révolution, si les intellectuels qui la dirigent n'avaient eu la prétention de diriger aussi le Syndicalisme français, « qui, contrairement au Syndicalisme (l') russe », a son histoire son passé rempli de luttes glorieuses contre le patronat, qui est enfin une organisation de classe solide, et qui, au surplus, avait la prétention justifiée de vouloir être libre et indépendant vis-à-vis de tous les groupements extérieurs, pour avoir méconnu cette situation spéciale, pour avoir écouté et cru avec trop de complaisance certains politiciens de France, les dirigeants du mouvement communiste ont une grosse part de responsabilité dans la division du mouvement ouvrier français.

Main revenons à l'objet de cet article et voyons la situation des ouvriers coiffeurs en Russie. N'y étant pas allé et ne voulant pas croire les calomnies et les mensonges (?) des petits bourgeois syndicalistes, je vais laisser la parole à un autre :

« Voici les passages les plus suggestifs : « De 1917 à 1919, nos camarades coiffeurs tournent pour l'obtention du salaire fixe et la diminution des heures de travail, mais la Russie se trouve à cette époque en pleine décomposition économique... Les ouvriers eux-mêmes suivent l'exode des patrons et bientôt il ne reste plus que 400 ouvriers coiffeurs à Moscou sur 1.900, et presque plus de patrons. A cette époque, la municipalisation des salons de coiffure est décidée... En 1920 la situation reste dure... Le gouvernement des Soviets met en pratique la Nep, les petits patrons coiffeurs rouvrent leurs boutiques et font concurrence aux salons municipaux. »

Vous avez bien lu, n'est-ce pas ? Sous le régime bolchévique, de 1917 à 1919, les ouvriers coiffeurs russes luttent pour des augmentations de salaires et des diminutions d'heures de travail ; en 1920, les patrons rouvrent leurs boutiques, et l'exploitation recommence avec toutes ses conséquences. C'est tout ce qu'a pu rapporter le communiste Cordier de son voyage, et pour cause, pourtant les ouvriers coiffeurs de France auraient été très curieux de savoir la vie de leurs collègues russes, leurs moyens de salaires, l'hygiène des établissements, les systèmes de placements, l'organisation de leurs écoles professionnelles, car toutes ces questions ont du recevoir une bonne solution au pays de la dictature du prolétariat, les ouvriers doivent être libres de barouiller la devanture des patrons réfractaires aux revendications ouvrières : les gardes rouges, contrairement aux fils de Paris, doivent prêter main forte pour cette opération ; nos collègues doivent avoir des libertés particulières, puisqu'ils sont partie intégrante de cette dictature.

De tout cela Cordier ne souffre mot et ce silence laisse supposer bien des choses, pourtant les Communistes Coiffeurs de France devraient avoir tout à gagner à faire cette comparaison, alors pourquoi ce silence ??? Ah ! où je comprend, le blocus, la guerre étrangère et civile, classe ouvrière inorganisée inéduquée, manque de matière première, famine, ont renversé bien des théories, bien des projets, et la Révolution économique la seule qui intéresse les exploités est encore à faire. Alors est-ce un crime de faire cette constatation, de dire qu'à part la couleur et les hommes, rien n'est changé que l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété privée, l'armée, la police, la magistrature sont la base du régime Bolchevique, comme elles sont la base de la France à Herrriot, que les groupes financiers étrangers se préparent à la curée pour l'exploitation des richesses Russes que nos malheureux collègues russes sont contraints de faire valoir pour que les capitalistes internationaux touchent leurs dividendes et aussi pour permettre à Rakovsky de faire bombarde à l'hôtel Meurice à Paris avec les pires réactionnaires de France.

Mais restons en là, en rappelant cependant que c'est pour avoir fait ces constatations que des ouvriers russes sont emprisonnés, déportés, torturés, assassinés, au nom d'une Révolution...

Mais restons en là, en rappelant cependant que c'est pour avoir fait ces constatations que des ouvriers russes sont emprisonnés, déportés, torturés, assassinés, au nom d'une Révolution...

Mais restons en là, en rappelant cependant que